

# Gandrange : Mittal ferme la porte



Lakshmi Mittal en février à Luxembourg. Le président Nicolas Sarkozy a promis d'intervenir auprès du magnat indien.

Photo: Jullio PFI AF7

*ArcelorMittal a confirmé hier à Luxembourg la fermeture partielle de l'aciérie de Gandrange, accompagnée de 575 suppressions d'emplois. Le sidérurgiste a ainsi fermé la porte aux alternatives proposées par les syndicats, qui restent mobilisés. Ils appellent aujourd'hui salariés et élus à manifester devant la préfecture de Metz.*

L'ARTICLE DE BERNARD KRATZ EN « RÉGION »

## Mittal ampute Gandrange

*La direction d'ArcelorMittal a confirmé, hier, à Luxembourg son plan de fermeture partielle de l'aciérie de Gandrange. Un plan rejeté et condamné par l'ensemble des représentants salariés européens du groupe. Les syndicats appellent à la mobilisation générale aujourd'hui à Metz. Ils réclament des réponses claires de la part de Mittal et des politiques.*

**H**alte au gâchis ! Arcelor-Mittal ne peut d'un simple revers de main fermer des installations, supprimer des centaines d'emplois sans que les salariés réagissent ! » L'Intersyndicale CFDT- CFE/CGC de Gandrange avait tout mis sur le plan Syndex avec un investissement raisonnable à la clé de 45 millions d'euros pour relancer cette aciérie si souvent chahutée et promise à la fermeture. Lakshmi Mittal n'en a pas tenu compte. « Notre plan est le meilleur pour Gandrange », répètent les responsables des aciéries longs. Il a, certes, atténué légèrement l'ampleur de la restructuration. Quelque 575 emplois contre les 595 initialement prévus seront supprimés et reclassés. Mais cette mansuétude n'est pas du goût des salariés qui sont appelés, aujourd'hui, à venir exprimer leur désarroi en manifestant aux portes de la préfecture de Metz à 15 h. Un choix qui n'a rien d'anodin.

En appelant ses troupes à défendre l'emploi de Gandrange auprès du représentant de l'Etat, l'intersyndicale à laquelle se joindra la CGT, s'adresse au gouvernement et plus particulièrement à Nicolas Sarkozy. Le président de la République avait

fortement politisé le dossier en venant dans l'usine le 4 février dernier pour apporter son soutien aux salariés et même davantage. Il leur avait promis de revenir avec une solution.

### Nouveau contact avec Sarkozy?

Les politiques se mobilisent aussi. « Mittal Steel mesure l'importance que la Lorraine attache à l'industrie sidérurgique. Aucune suppression d'emploi n'aura lieu en Lorraine avait dit Lakshmi Mittal en juin 2006 lors de sa venue dans la région », rappelle Jean-Marc Todeschini, le sénateur qui au nom des parlementaires et élus socialistes s'associe aux salariés « pour réclamer un moratoire afin de stopper le démantèlement de l'usine de Gandrange. » Jean-Pierre Masseret, président du conseil régional, ne dit pas autre chose en soulignant que « le président de la République est venu à Gandrange. Il est première ligne. Je ne peux pas imaginer qu'il ne fasse pas tout pour pousser Mittal à reconsidérer sa position. » Il se dit prêt à rebondir « avec le conseil régional dans un plan de renouveau industriel pour la Lorraine avec l'Etat. » François Grosdidier, député et président



En appelant ses troupes à défendre l'emploi de Gandrange, l'intersyndicale à laquelle se joindra la CGT, s'adresse au gouvernement et plus particulièrement à Sarkozy.

de l'UMP Moselle regrette lui-aussi « la volonté persistante de Mittal de ne plus poursuivre l'activité de l'aciérie électrique et du TAB » mais il trouve « dérisoire la politisation à outrance du dossier de Gandrange par les

élus du PS de la Moselle, et plus encore sa personnalisation sur Nicolas Sarkozy. » Il confirme qu'un troisième contact entre le président de la République et Lakshmi Mittal est imminent. En attendant,

les syndicats européens du groupe ArcelorMittal ont condamné, hier à Luxembourg, « la décision de la direction qui est un non-sens industriel et social. »

**Bernard KRATZ.**

# Les autres réactions

• « La direction a rejeté notre projet alternatif et a confirmé la fermeture de l'aciérie électrique et du train à billettes » (installation de laminage) de l'usine mosellane, regrette Edouard Martin, un responsable de la CFDT, à l'issue du comité européen d'entreprise (CEE) auquel il venait d'assister.

• Les syndicats européens siégeant au CEE condamnent « à l'unanimité » la décision de la direction qualifiée de « non-sens industriel et social ». « La direction a refusé sans réels arguments toutes les propositions des représentants des travailleurs et maintenu son plan de rentabilité et de productivité des sites européens. »

• La LCR d'Olivier Besancenot propose « l'occupation du site » pour faire pièce à la « rapacité patronale ».

• Le PS exige une nouvelle fois du président de la République et du gouvernement qu'« ils tiennent leurs promesses de maintien intégral de l'emploi sur le site » et « le renforcement des capacités industrielles du pays ».

• Pour le président du Groupe des fédérations industrielles, Yvon Jacob, Lakshmi Mittal veut fermer Gandrange pour « aller investir ailleurs en Europe, en Allemagne, au Luxembourg (où) les conditions de compétitivité faites aux entreprises sont meilleures ».

• Interrogé à Paris, le secrétaire d'Etat à l'Industrie, Luc Chatel, refuse de commenter les intentions du premier aciériste mondial et a renvoyé au comité d'entreprise de vendredi.

## Sans marge de manoeuvre

ArcelorMittal refusant de céder le site, l'intervention promise par Nicolas Sarkozy le 4 février pour éviter la suppression de près de 600 emplois était dès l'origine impossible, estiment des économistes.

« M. Sarkozy a tenté le pari de convaincre Mittal de céder son unité. Si celui-ci avait accepté d'entrer dans une logique de cession, l'Etat aurait pu aider un repreneur », mais « à partir du moment où Mittal refuse, l'Etat n'a aucun pouvoir, souligne Elie Cohen, économiste au CNRS. Il est dans les prérogatives d'une entreprise, cotée et dont les actionnaires viennent des quatre coins du monde, de restructurer, pourvu qu'elle respecte le droit du travail. »

« Nicolas Sarkozy avait parlé un peu vite, avant les élections municipales, sans avoir réfléchi à l'impossibilité d'une telle intervention. Aujourd'hui, on se rend bien compte que cela n'est pas possible pour des raisons financières et de concurrence,



Photo Pascal BROCARD

Nicolas Sarkozy lors de sa visite le 4 février avait promis de faire le maximum pour convaincre Mittal.

renchérit Nicolas Bouzou, du cabinet Asterès. On imagine mal la Commission européenne donner son aval » à une injection d'argent public dans l'usine, et le « gouvernement, qui est dans une optique d'économies, n'a plus les moyens d'intervenir dans les entreprises ». De plus, selon lui, « cela aurait été ouvrir une boîte de Pandore : pourquoi l'Etat mettrait-il de l'argent pour soutenir Mittal et pas d'autres entreprises ? Il y en a qui ferment tous les jours... »

## Sortir la tête haute...

• **Après le 4 avril** : la direction de Gandrange va confirmer, demain au comité d'entreprise, le plan de Lakshmi Mittal, la restructuration partielle du site avec le seul maintien du LCB et de 300 emplois. Le reclassement concernerait 575 emplois. Il ne faut pas attendre d'intervention présidentielle d'ici là. Nicolas Sarkozy est en Roumanie. S'il doit rencontrer ou s'entretenir avec Lakshmi Mittal ce serait après le 4 avril.

• **La carte Florange** : en fait, le gouvernement mettrait la pression sur le magnat indien de l'acier pour d'ores et déjà chercher des compensations au plan de fermeture partielle de l'aciérie et trouver une sorte de compromis afin de sortir la tête haute de cette situation. On serait déjà dans l'après-Gandrange. En invitant Lakshmi Mittal à maintenir son effort pour la sidérurgie lorraine... destiné non plus aux aciers longs, mais aux aciers plats de Florange. A Paris, on souhaiterait ainsi qu'il investisse pour pérenniser le site de Florange et, en premier lieu, les hauts-fourneaux de Patural à Hayange qui ont déjà été prolongés jus-

qu'en 2012 voire 2014. Rappelons que le groupe a engagé des investissements sur le site, prévu des embauches qui sont gelées dans l'attente de la décision de Gandrange.

• **Un site expérimental** : plus ambitieux Paris verrait bien Mittal investir dans un haut-fourneau de la nouvelle génération avec une station de captage-stockage et séquestration de CO2, dont une version expérimentale soutenue par Bruxelles doit bien voir le jour en Europe au sein du groupe ArcelorMittal... mais à Eisenüttenstadt en Allemagne. Rappelons à ce propos l'effort du géant mondial à Liège où il a rallumé un haut-fourneau avec le soutien de la région wallonne qui est allée jusqu'à acquérir des quotas d'émissions de CO2 pour faciliter la relance de l'installation.

• **Repreneur** : la CGT multiplie les démarches pour imposer à Lakshmi Mittal de vendre et trouver un repreneur. Le maire d'Amnéville n'est pas en reste. Après la carte Gerdau, elle veut relancer le milliardaire polonais Zaleski dont il fut question un temps.

## Manifestation et grève

Le personnel est appelé à manifester aujourd'hui à 15 h à la préfecture de Metz. Départ de bus à 14 h au portier de l'aciérie. La CGT appelle à un arrêt de travail du 3 avril à 22 h au 4 avril à 22 h pour venir protester au comité d'établissement du vendredi 4 avril à 9 h au Gesim près de la place de France à Metz.